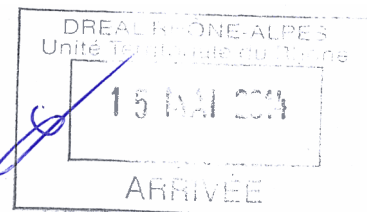




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE



SC
S3
CD
✓

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 14 MAI 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN

Tél : 04 72 61 37 81

Fax : 04 72 61 37 24

E-mail : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

Monsieur le président,

Conformément aux dispositions prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, vous avez transmis à mes services, par courrier du 25 juillet 2013, complété le 23 septembre 2013, le dossier technique permettant d'évaluer le montant des garanties financières s'imposant à votre établissement de BELLEVILLE-SUR-SAONE, et vous m'avez proposé de retenir la somme de 25 609 € TTC.

Je vous précise qu'après analyse de votre dossier et avis de l'inspection des installations classées, il apparaît que, pour ce qui concerne le gardiennage du site, vous avez estimé son coût à 1 204 € TTC, mais que votre calcul n'a pas pris en compte les éléments suivants :

- dans le cas d'une intrusion sur le site, l'intervention rapide de la société de télésurveillance ;
- le maintien dans le temps des reports à distance des images de télésurveillance (matériel et utilités).

Dans ces conditions, et au vu des pratiques usuellement observées, je vous indique que pour le coût du gardiennage de votre site un montant minimum de 15 000 € TTC doit être retenu, portant le montant total des garanties financières, concernant vos installations de BELLEVILLE, à 39 405 € TTC.

Ainsi, je prends acte du montant proposé, dûment corrigé, et vous confirme que, en application des dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, vous n'avez pas l'obligation de constituer ces garanties financières dans la mesure où ce montant est inférieur à 75 000 € TTC.

CHIMIREC CENTRE-EST
9, ZAC Les Toupes

39570 MONTMOROT

../..

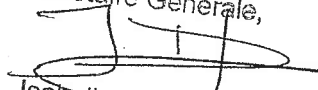
COPIE pour INFORMATION à
M. le CHEF de l'UNITÉ
TERRITORIALE du RHÔNE
D.R.E.A.L

Direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi – 69422 Lyon cedex 03
du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h – tél. : 04 72 61 37 00 – ddpp@rhone.gouv.fr

Par ailleurs, je vous rappelle qu'il vous appartient d'informer mes services de tout changement des conditions d'exploitation de vos installations pouvant impacter le montant global de la garantie et conduire à sa réévaluation (article R. 516-5-2 du code de l'environnement).

De même, si certaines de vos installations sont soumises à constitution de garanties financières à compter du 1^{er} juillet 2017 (annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de garanties financières en application du 5° de l'article R 516-1 du code de l'environnement), une mise à jour du montant des garanties financières devra m'être adressée avant le 31 décembre 2018.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Isabelle DAVID